

Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE Dr RAYMOND VERGÈS

N° 17.919

Pour l'emploi des Réunionnais au port

Grève à SERMAT : victoire des dockers



Danio Ricquebourg, secrétaire général de la CGTR Ports et Docks et les représentants de la SERMAT. (photo C.T.)

Au bout de trois jours de grève, les dockers de la SERMAT ont obtenu satisfaction: l'internalisation de la maintenance des chariots cavaliers et l'embauche de plusieurs travailleurs. L'assemblée générale des travailleurs du Port ce vendredi devra se prononcer sur la reprise du travail.

Les travailleurs de la SERMAT ont signé cet après midi un protocole de fin de conflit avec la direction. Cet accord répond aux revendications des travailleurs soutenus par la CGTR Ports et Docks. La grève avait débuté mardi pour demander des moyens humains permettant d'appliquer l'accord sur l'internalisation de la main-

tenance des chariots cavaliers. Cet outil portuaire permet des gains de productivité importants dans le traitement des containers. Jusqu'à présent, la maintenance est assurée par des travailleurs de la SERMAT en tant que sous-traitant d'une société extérieure. L'an passé, les travailleurs de la SERMAT s'étaient mis en grève pour

dénoncer la fragilisation de leur société et la programmation de 18 licenciements. Ils avaient alors obtenu l'annulation des licenciements et un audit sur la faisabilité de la maintenance en direct par les travailleurs de la SERMAT sans société intermédiaire: c'est l'internalisation.

Promesse de nouveaux emplois

Lundi, les représentants des travailleurs et de la direction avaient rendez-vous à la Direction du travail pour signer l'accord concrétisant l'internationalisation de la maintenance à compter d'octobre 2015. Les travailleurs avaient d'abord obtenu le retrait de phrases ajoutées unilatéralement dans le protocole d'accord par les patrons de la SERMAT. Puis ils avaient demandé l'embauche de travailleurs pour que la société puisse assurer correctement la maintenance des chariots cavaliers. Tendue, la discussion a été interrompue par le départ des patrons. Le lendemain, l'assemblée générale des travailleurs votait la grève.

Pendant ce temps, les secteurs touchés par les effets de l'intransigeance patronale ont commencé à s'organiser, en prévoyant le stockage temporaire de 1.000 containers à Maurice. L'UMIR

estimait que le bilan de trois jours d'arrêt de la manutention des containers laissait sur le quai de Port-Réunion près de 2.000 containers en attente de traitement, et 1.000 autres doivent débarquer d'ici la fin de la semaine.

Ce jeudi après midi, les représentants des travailleurs ont rencontré la direction. Finalement un accord a pu être conclu. La maintenance des chariots cavaliers sera bien assurée en interne par la SERMAT. De plus, les patrons de la SERMAT s'engagent à embaucher. Sur la base de ces engagements, les représentants des travailleurs ont décidé de signer le protocole de fin de conflit.

Ce vendredi matin se tient devant les grilles du terminal containers du Port Est une assemblée générale des travailleurs du Port. Elle a la possibilité de valider le protocole de fin de conflit. Dans l'affirmative, le travail reprend immédiatement, et les containers en souffrance seront traités rapidement.

Pas de pourrissement

C'est une nouvelle victoire de la détermination des dockers réunionnais. Par leur action, ils ont démontré que les arguments de la direction ne tenaient pas. Il est important de noter que cette fois l'accord est survenu au bout de 3 jours contre 18 jours l'an dernier. En acceptant la négociation et l'accord, le patronat a changé d'attitude. L'an passé, son intransigeance avait eu des répercussions dans toute l'économie réunionnaise, alors que finalement, il a signé un accord donnant entière satisfaction aux travailleurs. Cette décision aurait pu survenir bien plus tôt. Cette fois, les enseignements de la grève de l'an dernier ont manifestement été tirés. Le conflit n'a pas eu le temps de pourrir, et la sortie de crise est venue rapidement. C'est le résultat de la détermination des dockers, qui a montré que leur victoire était inéluctable.

M.M.

Rencontre à la mairie de La Possession

L'AJFER obtient une avancée pour l'emploi des Réunionnais à La Réunion

L''Alliance pour la jeunesse, la formation et l'emploi à La Réunion a rencontré le maire de La Possession. Vanessa Miranville reconnaît que la personne qui est venue de France pour occuper le poste de DGS à la place d'un Réunionnais est bien une amie à elle, c'est l'essentiel et c'était donc le copinage avant les compétences. Par ailleurs, la mairie de La Possession s'engage à dessaisir la société parisienne du recrutement d'un DRH et de faire de la publicité à La Réunion pour ce recrutement. Nul doute que la mobilisation a payé. Voici le compte-rendu de la rencontre par l'AJFER Nou lé Kapab.

Une délégation Nou Lé Kapab (AJFER) a été reçue par Madame La Maire de La Possession Vanessa MIRANVILLE, et son directeur de cabinet à 18h30 en mairie.

Concernant le recrutement de la nouvelle DGS, Madame CADREN, nous avons eu confirmation de rapports amicaux entre elles et de sa participation active à la campagne électorale de Vanessa MIRANVILLE.

En plus des compétences requises, le recrutement s'est basé sur le rapport de confiance et le lien d'amitié avec Vanessa MIRANVILLE. Il aura fallu attendre ce rendez-vous pour que la transparence soit faite sur ce recrutement.

Sur le poste de Directeur/rice des Ressources Humaines (DRH), nous avons obtenu de la mairie de La Possession qu'elle abandonne sa mission avec le cabinet parisien et qu'elle s'engage à relancer la procédure de recrutement au

poste de DRH. Une campagne de communication sur ce poste, à destination de la population réunionnaise, sera d'ailleurs diffusée dans les prochains jours.

Nous appelons l'ensemble des personnes ayant les compétences requises pour ce poste à être vigilants et à candidater.

Nou Lé Kapab (AJFER) veillera au respect de ces engagements et continuera à s'assurer de la transparence des recrutements, afin que la priorité soit donnée aux personnes de La Réunion et aux réunionnais(e)s.

Nou Lé Kapab dans nout pé!

Pour Nou Lé Kapab (AJFER),
Gilles LEPELIER
Président

Édito

Croissance à 0,7% au lieu de 5% : la responsabilité des démolisseurs

L'INSEE vient de publier le bilan économique 2013 de La Réunion. La croissance est faible, à 0,7%. Ce chiffre est bien loin de la norme d'avant la fin des grands chantiers. C'était avant que Didier Robert ne donne le signal en jetant les 100 millions d'euros de la rocade du Tampon à la poubelle en 2007. En 2008, plusieurs équipes municipales arrivées au pouvoir l'ont imité. A Saint-Denis, le chantier du Pôle océan a été stoppé. La nouvelle majorité a aussi refusé le Zénith intercommunal prévu à côté du stade Jean Ivoula. La première pierre avait pourtant été posée par Firmin Viry. Aujourd'hui, là où devait être le Pôle océan se trouve un terrain vague au centre de Saint-Denis. Quant à l'emprise du Zénith, elle est devenue un parking.

En 2008 à Saint-Paul, la nouvelle maire choisit de stopper le projet de l'Ecopolis à Cambaie, et refuse l'hippodrome intercommunal du TCO alors même que des jeunes étaient déjà partis se former en France aux futurs emplois que devait créer cette infrastructure. Là aussi ce gâchis n'a pas été rattrapé.

En 2010, les dirigeants de la liste socialiste offrent la présidence de la Région à Didier Robert. Ce dernier met aussitôt en place un programme de démolition des projets. Il stoppe la Maison des civilisations et de l'unité réunionnaise, casse le tram-train, remet en cause le pro-

jet de nouvelle route du littoral choisi par le précédent gouvernement, celui des billets d'avion 30% moins cher grâce à l'Airbus A380 de 800 places d'Air Austral.

Là aussi, rien n'est venu compenser cette casse.

Le chiffre de la croissance vient donc illustrer ces choix politiques. Car notre île avait la possibilité de passer la crise dans de meilleures conditions grâce à plusieurs grands projets qui devaient prendre le relai de la Route des Tamarins. Paul Vergès avait négocié un financement favorable aux intérêts réunionnais. On mesure aujourd'hui les effets de la casse de tous ces chantiers: croissance à 0,7%.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès

69^e année

DIRECTEURS DE PUBLICATION :

1944-1947 : Roger Bourdageau • 1947 - 1957 : Raymond Vergès • 1957 - 1964 : Paul Vergès • 1964 - 1974 : Bruny Payet • 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom • 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon • 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud • Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

RÉDACTION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
ÉMAIL RÉDACTION : temoignages@wanadoo.fr
SITE WEB : www.temoignages.re

ADMINISTRATION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
ÉMAIL AVIS, ABONNEMENT :
avis.temoignages@wanadoo.fr

La parole aux grévistes qui entrent dans le 5e jour de lutte

Grève à la CILAM : les revendications des travailleurs

Dans un tract diffusé ce jeudi à l'attention de tous les travailleurs de la CILAM, les grévistes de 6 entreprises de l'URCOOPA précisent leurs revendications. La CILAM distribue 2,5 millions de dividendes par an, les grévistes demandent une plus juste répartition des richesses issue de la sueur des travailleurs, et de l'aide publique. Commencée lundi, la grève entre aujourd'hui dans son 5e jour.

À tous les travailleurs de la CILAM. Souvenez-vous, il y a un an vous avez souhaité:

- un changement de syndicat
- une meilleure répartition des richesses créées par notre entreprise
- connaître les chiffres de la CILAM avec une expertise des comptes (en renonçant à la prime de 300 euros).

Cette expertise a servi de support aux élus du personnel pour poser des revendications dont personne ne conteste aujourd'hui la légitimité. Au bout du processus NAO qui aura duré 2 mois, voilà ce que nous proposait la direction:

- Pour 134 salariés (coefficient 120 à 175): entre 15 et 26 euros bruts d'augmentation.
- Pour 202 salariés (coefficient 180 à 349): entre 15 et 22 euros bruts d'augmentation.

Les syndicats demandent aussi 600 euros de primes, la direction refuse toute prime.

Pour rappel, l'expertise révélait entre autres que la CILAM distribue chaque année 2,5 millions d'euros de dividendes et que depuis 3 ans, 7 dirigeants de la CILAM se partagent 300.000 euros de primes chaque année.

Vos élus ont donc légitimement refusé cette proposition de la direction. Celle-ci a pris la décision unilatérale suivante (conférence de presse du 2 juillet 2014): 1,2% pour tout le monde, soit une augmentation comprise entre

20,40 et 26 euros bruts (entre 15,71 et 20,02 euros nets).

Pour rappel, après la grève de 2013, les salariés avaient obtenu des augmentations de salaire comprises entre 1,5 et 2,3% (pour les plus bas salaires). La proposition finale de la direction en 2014 est donc largement en dessous de celle de 2013, alors que l'entreprise se porte très bien, l'expertise le souligne, et les chiffres de la CILAM en 2013 restent très satisfaisants.

Ces propositions ont provoqué notre colère et ont conduit à la grève depuis maintenant 4 jours.

La direction tente par tous les moyens de nous diviser, nous devons tout faire pour éviter ce piège et retrouver notre cohésion. Celle-ci est indispensable pour aujourd'hui obtenir, comme en 2013, de réelles avancées pour les salariés et demain faire en sorte que nous puissions continuer à travailler ensemble à la réussite de la CILAM.

Imaginez-vous demain une CILAM coupée en 2, les non grévistes portant un tee shirt blanc et les grévistes en tee shirt noir.

Imaginez-vous l'ambiance de travail au sein de nos ateliers et le climat social qui règnera dans la CILAM et l'impact sur notre productivité. Plusieurs informations circulant dans l'entreprise semblent expliquer cette division du personnel. Une clarification est donc indispensable.

Pourquoi nous faisons cette grève?

Avant tout pour obtenir des augmentations de salaire et des avancées pour les salariés.

Hier (mercredi-NDLR) les revendications suivantes ont été supprimées:

- l'abandon des procédures de licenciement en cours;
- la démission de MM. Hamel, Espitalier et Liégault.

Si on fait la grève, c'est pour notre salaire

Pensez-vous que votre salaire est suffisant aujourd'hui pour faire face au quotidien?

M. Espitalier (directeur-NDLR) parle de quelques grévistes. Depuis 4 jours, 6 entreprises du groupe URCOOPA sont en grève: CILAM, Fromageries, Glaces, SETAA, SEBV, SOTRAM COTRAM RLS. La solidarité s'exprime aujourd'hui largement au-delà de la CILAM.

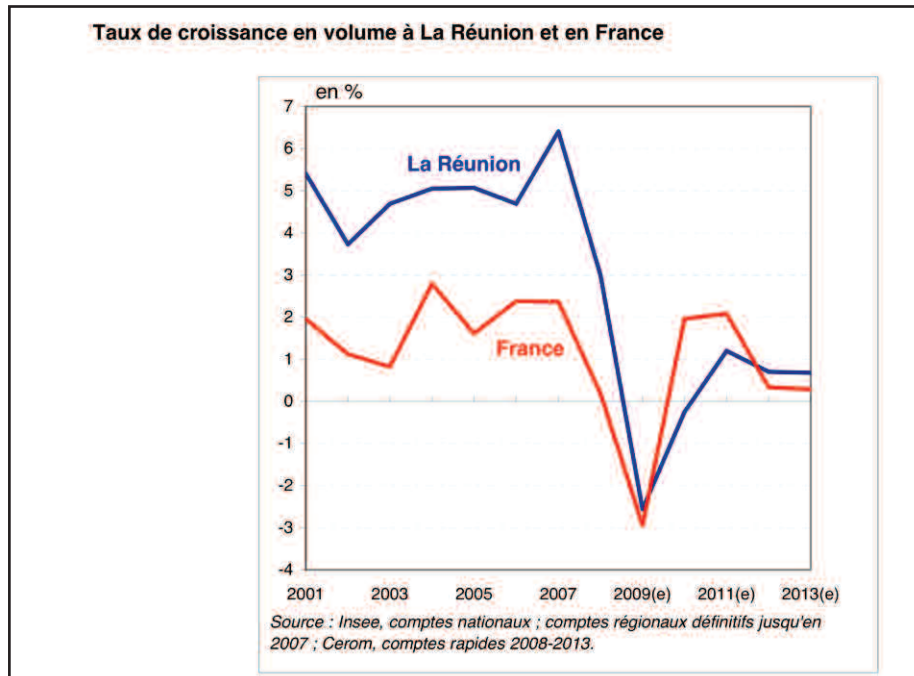
Quel dialogue social à la CILAM? Les 50 ans de notre entreprise ne seront pas l'occasion de renouer le dialogue social. Pour preuve depuis 4 jours, la direction refuse de négocier.

La pression lé for nou koné, mé nou la bezoin zot soutien et zot solidarité, alon rasamble a nou!!!

« Pour rappel, l'expertise révélait entre autres que la CILAM distribue chaque année 2,5 millions d'euros de dividendes et que depuis 3 ans. »

Bilan économique 2013

Croissance faible à La Réunion : 0,7%



Hier, l'INSEE a présenté le Bilan économique 2013 de La Réunion. L'Institut relève une croissance faible, bien loin des valeurs en cours avant l'arrêt des grands chantiers. Voici son communiqué:

En 2013, le Produit intérieur brut (PIB) de La Réunion augmente en volume de 0,7%, comme en 2012. L'augmentation des prix est estimée à 0,9% sur l'année: elle ralentit nettement par rapport à 2012 (+ 1,8%). Le PIB en valeur est ainsi en hausse de 1,6% après + 2,4% en 2012.

Après des années 2009 et 2010 marquées par un recul de la croissance, l'activité économique s'est timidement redressée en 2011 (+ 1,2%). Depuis 2012, la croissance se maintient à un niveau très inférieur à celui d'avant-crise (années 2000 à 2007).

L'investissement redémarre timidement mais la consommation ralentit

Contraintes par la faible hausse des salaires en 2013, les dépenses de consommation des ménages progressent de 2,4% après une augmentation de 3,1% en 2012. La hausse des prix

se renforce légèrement (+ 1,5% après + 1,1%) et limite la hausse de la consommation des ménages en volume. Elle progresse de 1,0% en 2013 soit moitié moins qu'en 2012. La consommation des ménages reste pourtant un moteur important de l'activité économique réunionnaise et contribue à hauteur de 0,6 point à la croissance. La consommation des administrations se renforce (+ 2,1% en volume) et prend ainsi le relais de celle des ménages.

Après le recul de 2012, l'investissement repart timidement à la hausse (+ 0,5% en volume). Sa contribution à la croissance réunionnaise reste très faible (0,1 point). L'investissement en produits du BTP augmente très faiblement en volume (+0,2%). Dans la construction, l'activité reste en berne en 2013 avec un nouveau recul du chiffre d'affaires de la filière.

Contraction des échanges extérieurs

Après une année 2012 décevante, la fréquentation touristique poursuit sa baisse en 2013 (- 6,8%) et retrouve ainsi son niveau des années 2009-2010. Malgré une durée moyenne du séjour stable et une dépense moyenne par personne en légère augmentation (+ 3%), les touristes ont dépensé seulement 303 millions d'euros à La Réunion soit une baisse de 3,6% sur un an.

Le montant des importations diminue de 4,6%. Compte-tenu du léger repli du prix des produits importés, la baisse des importations est un peu plus contenue en volume (- 3,4%). Les importations de biens de consommation non durables et de produits agricoles se maintiennent. En revanche, les importations de biens d'équipement et de biens intermédiaires, principalement destinés aux entreprises, reculent (respectivement - 4% et - 7,6%).

Pour la première fois depuis 2009, les exportations réunionnaises se contractent. Toutefois, le renvoi de cargaisons de carburant non conformes avait artificiellement gonflé le montant des exportations en 2012. Si l'on exclut cet événement, les exportations sont en légère augmentation (+ 0,5%).

Un marché du travail atone

La croissance de l'emploi salarié marchand a nettement ralenti en 2013 (+ 0,4% après + 1,9%). Soutenu par l'augmentation de la population active, le nombre de Réunionnais inscrits à Pôle emploi en catégorie A poursuit la hausse entamée en 2008 mais ralentit nettement en 2013 (+ 1,3%). Le taux de chômage reste stable à 29%.

Face à la menace d'une décomposition de l'Etat irakien

30.000 soldats saoudiens à la frontière avec l'Irak

L'Arabie saoudite a déployé 30.000 soldats le long de sa frontière avec l'Irak, au moment où plusieurs milliers de militaires irakiens quittent la frontière irako-syrienne. Une vidéo de la chaîne saoudienne montre le départ des troupes irakiennes à la frontière syrienne, entraînant de vives inquiétudes de la part du roi Abdallah.

La chaîne saoudienne, Al-Arabiya, a en sa possession une vidéo montrant près de 2.500 militaires irakiens dans une région désertique à l'est de la ville de Kerbala, après avoir abandonné leur position à la frontière. Cette région frontalière de la Syrie et de l'Arabie saoudite n'est désormais plus gardée du côté irakien.

Mesures préventives saoudiennes

Selon l'agence de presse Reuters, un officier de l'armée irakienne préciserait sur la vidéo que les troupes ont reçu l'ordre de quitter leurs positions sans aucune explication. Pour l'heure, la vidéo n'a pas été authentifiée. Toutefois, le roi Abdallah a ordonné que toutes les mesures soient prises pour protéger le royaume contre des «menaces terroristes», indique l'agence de presse SPA.

Du côté irakien, le porte-parole du Premier ministre a démenti les informations rapportées par la chaîne Al-Arabiya, affirmant que les gardes-frontières conservaient «une main mise totale» sur la zone fronta-

lière. «Il s'agit de fausses nouvelles destinées à saper le moral de notre peuple et le moral de nos combattants héroïques», a déclaré le général Qassim Atta, à Bagdad. Cependant, les membres de l'État islamique au Levant (EIL) et d'autres groupes sunnites contrôlent plusieurs villes le long de la frontière entre l'Arabie Saoudite et l'Irak. A la veille de cette avancée des troupes saoudienne, le président américain, Barack Obama s'est entretenu mercredi 2 juillet, avec le roi Abdallah d'Arabie saoudite de la situation en Irak, a communiqué la Maison blanche.

Les deux hommes ont convenu de se consulter étroitement sur l'évolution régionale, et discuté de la nécessité pour l'Irak de former un nouveau gouvernement «réunissant toutes les communautés du pays», a rapporté l'Agence France Presse.

Déploiement de force

De leurs côtés, les autorités irakiennes mènent une contre-offensive à l'aide d'avions Sukhoi, venant de Russie. Toutefois, selon un cabinet d'experts, cité par

les agences de presse, trois des appareils viendrait d'Iran, qui avait promis son aide. Cependant, le pays a l'interdiction par les Nations Unies, depuis 2007, d'exporter du matériel militaire en raison de son programme nucléaire controversé.

Les Etats-Unis, eux, ont déployé 300 conseillers militaires et près de 500 soldats chargés de protéger leur ambassade et l'aéroport de Bagdad. Depuis le début des violences, près de 2.400 personnes ont perdu la vie en juin, dont près de 900 membres des forces de l'ordre, selon les Nations Unies.

L'offensive jihadiste a fait des centaines de milliers de déplacés, dont certains sont bloqués dans des camps à la limite du Kurdistan, car aucun «garant» n'est présent dans la région autonome, empêchant les réfugiés de gagner l'aéroport d'Erbil et les routes vers les régions plus calmes.

Le roi Abdallah a alloué une enveloppe de 500 millions de dollars à destination des populations irakiennes déplacées depuis le 6 juin dernier lors de la progression des djihadistes de l'EIL, rebaptisé depuis Etat islamique (EI).

Céline Tabou

Nouvelles grèves en Afrique du Sud

Durant cinq mois, les mineurs de platine étaient en grève pour une hausse de salaire, désormais ce sont les ouvriers de la métallurgie qui se sont arrêtés de travailler. Le plus grand syndicat de la métallurgie du pays, Numsa, a lancé, ce 1er juillet, un mouvement de grève illimitée.

«Nous sommes 220.000 ouvriers à demander une augmentation de salaire à deux chiffres», a déclaré secrétaire général adjoint de Numsa, Karl Cloete, dans le quotidien «Daily Maverick». Un mineur gagne en moyenne 365 euros par mois, soit à peine le salaire minimum en Afrique du Sud.

Les métallurgistes veulent une augmentation des salaires de 12%, tandis que les employeurs ne concèdent qu'une augmentation de 5,6%. D'après les récentes informations parues dans la presse, la NUMSA aurait révisé ses exigences à la baisse pour demander une augmentation de 10%, tandis que les employeurs auraient relevé

leur offre à 8,5%.

Ce nouveau mouvement social lancé va au-delà des revendications salariales. «Cette fois, les syndicats appellent également à l'arrêt du courtage de main-d'œuvre et dans certains cas, exigent que les entreprises n'embauchent plus de travailleurs sur le régime de l'impôt d'encouragement de l'emploi», a indiqué Karl Cloete. Une décision difficile à prendre pour Numsa, ancien allié de l'ANC, car «les patrons sont intransigeants sur le principe: pas de travail, pas de salaire», a indiqué son secrétaire général adjoint.

Après cinq mois de grève dans les mines de platine, la croissance avait enregistré un net recul au premier trimestre 2014, cette nouvelle grève pourrait, selon les économistes, plonger l'économie sud-africaine en récession.

Pour le patronat, «il est profondément regrettable qu'à un moment où notre économie est sous une pression considérable, nos partenaires sociaux ne tiennent pas compte des conséquences possibles de

leurs actions». Cependant, avec l'envolée économique du pays et son adhésion au club des pays émergents, l'Afrique du Sud connaît une croissance plutôt stable, permettant de créer des richesses et des emplois.

La nouvelle grève massive a reçu le soutien de plusieurs organisations, comme la Fédération des syndicats sud-africains (COSATU) qui a annoncé son entière solidarité aux travailleurs en grève, ainsi que le Syndicat national des travailleurs des mines (NUM). «Le NUM soutient la NUMSA dans sa lutte pour résorber l'apartheid des salaires, défendre l'équité sur le lieu de travail et réclamer un salaire décent», a déclaré le secrétaire général du NUM, Frans Baleni.

De son côté, le Syndicat national de l'éducation, de la santé et des travailleurs associés (NEHAWU) a appelé les employeurs de la métallurgie et de l'ingénierie à répondre favorablement aux demandes raisonnables des travailleurs.

Céline Tabou

Billet philosophique

«Le monde a-t-il un sens ?»

Dans cette chronique, nous avons déjà souvent évoqué cette question philosophique importante : quel sens donnons-nous personnellement et collectivement à notre vie ? Et pour donner à la fois une signification, une direction et un contenu vraiment humain à cette existence, nous avons constamment mis en avant des valeurs comme l'amour, la justice, la solidarité... À ce sujet vient de paraître un livre très intéressant sous le titre "Le monde a-t-il un sens ?", où Jean-Marie Pelt et Pierre Rabhi — pour répondre à cette question — défendent «le principe d'associativité» et appellent les humains à «privilégier la coopération». Quels enseignements pouvons-nous tirer de cet ouvrage en tant que Réunionnais ?



Jean-Marie Pelt et Pierre Rabhi viennent de publier un livre très intéressant.

Dans ce livre, Jean-Marie Pelt «met en lumière le fait que la vie doit d'avantage à l'alliance qu'à la rivalité» comme le montre l'histoire de l'univers, de la vie sur Terre et de l'humanité. Voilà pourquoi ce scientifique souligne que «la question du sens de la vie et du sens de l'univers est la grande absente du flux médiatique de nos sociétés matérialistes et consuméristes». Il ajoute : «Le défaut d'empathie au sein de nos sociétés contemporaines, marquées par l'individualisme, le relâchement, voire la rupture du lien social, a suscité l'émergence de valeurs spécifiques portées par des concepts tels que solidarité, convivialité, fraternité, coopération, mutualisme, humanisme... Nous proposons d'y ajouter celui d'associativité, mot qui ne désignait jusqu'ici qu'une équation mathématique.

À nos yeux, ce concept mérite en effet d'être élargi à un champ plus vaste. L'associativité devient alors, à travers toute l'histoire de l'univers, la manière dont des entités simples s'associent à deux ou à plusieurs pour aboutir à des entités plus complexes avec émergence de propriétés nouvelles. C'est cette émergence de propriétés nouvelles qui va focaliser notre attention du big-bang jusqu'à l'homme. Elle nous apparaîtra comme l'un des moteurs de l'évolution de l'univers.

À l'extrême aval des processus d'évolu-

tion, l'associativité entre des milliers de milliards d'interconnexions neuronales dans le cerveau humain permet à la vie de franchir une nouvelle étape tout aussi décisive, puisqu'elle aboutit à l'émergence de la civilisation humaine».

«Pour une insurrection des consciences»

Pour Pierre Rabhi, «il est indispensable de privilégier la coopération au détriment de la compétition, source de tensions et de conflits. Afin de surmonter les désespérances de notre temps et d'aboutir à un monde plus juste et fraternel, il faut une authentique et massive insurrection des consciences».

Ce célèbre écrivain français d'origine algérienne, agriculteur et pionnier de l'agroécologie, déclare : «Malheureusement, on peut manger bio, se chauffer à l'énergie solaire tout en exploitant son prochain. Cette simple remarque devrait nous éclairer sur ce qui relève du développement durable : sur quelles bases éthiques et déontologiques ? Ce constat réaliste devrait logiquement nous inciter à renoncer à la sacro-sainte croissance économique (...). Il s'agit en réalité d'un système où l'avidité humaine peut s'exercer "légalement" au préjudice des "damnés de la terre" qu'elle multiplie par l'accaparement et la concentration des biens vitaux aux mains d'une minorité de plus en plus minoritaire. Celle-ci, par le pouvoir que lui confère la finance, détermine le destin collectif en orientant l'histoire selon sa convenance et ses intérêts, au mépris de la politique démocratique censée être investie de cette fonction par le suffrage des citoyens.

Pis encore, les connivences entre finance et politique sont depuis longtemps dénoncées par des économistes compétents, soucieux des valeurs morales indispensables à l'équité. Cependant, dans le contexte d'une société où la malhonnêteté est érigée en système, la rectitude, la pro-

bité et l'équité y deviennent des tares dangereuses. Elles sont préjudiciables au désordre tenu et vécu comme un ordre. Cible d'un endoctrinement de masse d'une rare efficacité, l'opinion est influencée de manière subliminale afin de considérer comme vrais les pires mensonges qui soient».

Nout viv ansanm

«Une fois admises, toutes ces considérations soulèvent une question», conclut Pierre Rabhi : «sommes-nous impuissants à changer radicalement le cours de notre histoire, ou bien des solutions existent-elles qu'il nous appartiendrait d'appliquer ? On pourrait résumer les choses en disant que la politique mondiale n'est pas en phase avec les réalités du monde contemporain.

Nous sommes de plus en plus nombreux à comprendre que le temps de nous réapproprier notre existence est venu. À cette fin, il est indispensable, sans endoctrinement, de constater par soi-même le fait que nos vies sont aujourd'hui soumises à l'idéologie temps-argent et des pouvoirs arbitraires qu'elle génère».

Le peuple réunionnais, soumis à un régime néo-colonial, n'est-il pas victime — comme tous les peuples du monde — de ce système dénoncé par Pierre Rabhi ? D'où les décisions à prendre ensemble le plus largement possible en associativité et en coopération pour donner un sens à nout viv ansanm...

Roger Orlu

(*) Merci d'envoyer vos critiques, remarques et contributions afin que nous philosophions ensemble...!
redaction@temoignages.re

Otè!

Inn-dé touf dann mon kour, an atandan!

Mi sar parl ankor kane so foi isi. Afèr sa, afèr mi gingn pa anvoy dingé? Mi gingn pa dir azot, mé fransh vérité, moin téi koné pa si plantasion-la té inportan konmsa pou moin é pa arienk késtyonn lékonomi, késtyonn sosyété galman épi késtyonn kultur, parl pu dsu la késtyonn l'anvironeman. Mi jur azot, sak lé paré zordi pou pik in kouto dann do nout prodiksyonn kane, lé osi kriminèl ké sak la tyé nout trin.

Mé pétète, bann léktèr i konpran pa moin bien. I fo dir azot, konm di lo kont, moin lé né dsu l'bor karo kann; li la done amoin la paye pou mon bèf, la paye sèk pou fé lo bann toi nout bann kaz épi sak nout bann kamarad. Pti marmay, moin la komans sis kane dopi lo tan i komans adousi ziska lo tan téi amène ali l'izine. Pli gran nou la kour déyèr sharète, mèm déyèr kamiyon, pou arash kane pou manjé... lo brui kane susé i sonn ankor dann mon zorèy.

Moin té i koné kane par zot varyété, konm di lo kont par zot prénon: lakèl té gran épi téi koush dann shomin,.. sé lo troisantrann sète, kane kouch a tèr, lakèl té rouz-rouz épi té dou vèy pa, sé kane bonbon sansa kane moris. Lakèl té i fé shant fourcade avèk fossy, sé kann tamarin, li lé dou mèm. Arzout èk sa kane roz, kane koton noir, kane blé, kane noir, kane gingan épi d'ot ankor konm kane 390, kane ra gro pans. Sak té i sort Haway té i komans par H, sak téi sort La Rényon téi komans par R, sak téi sort Moris par M....

Arzout èk sa , mi an souvien tré bien kan momon téi di: «Marmay alé rode brèd morel dann karo, sanas brède kaka martin, alé rode brède larstron, alé rode piman pou fé rogay, si i trouv in-dé tomat la bil, obli pa li!». An plis ké sa, bann bèf té koni é rokoni: Ala Roujé lo bèf l'aryèr! Ala La fleur, lo bèf brankar! Ala Lanslo, lo bèf in sèrtin kok in zyé! Ala Matlo k'i trènn bien son kinz san kilo kann..;aprés, bann kamiyon l'avé zot non zot osi: Réspé! Ala moin la! Dékil pa ,! Z'atandrè!épi d'ot ankor.

Lé ga, kan ou la konète so tan-la, ou i pé pa obi ali: lo bouké dsi la tête bèk kan la koup i fini! Lo bouké dsi la kabine kamion!.. Mi souvien in vyé kamarad, Ti-georges Viro si mi tronp pa kan la fé arash ali son jarniome, li la lès in touf déyèr son kuizine pou lo ka lo tan jarniome in zour té i arvien. Bin, si banna i sign la finisyon kane, moin lé a d'mandé si mi sava pa plant inn-dé touf dann mon kour... An atandan!

Justin